

Olivier Besancenot : « portrait chinois » de 2007 autour de quatre mots dans « Libé »

samedi 22 décembre 2007, par [BESANCENOT Olivier](#), [ECOIFFIER Matthieu](#) (Date de rédaction antérieure : 22 décembre 2007).

Dix figures ont accepté pour *Libération* de dresser le « portrait chinois » de l'année 2007 autour de cinq « entrées » : un objet, un lieu, une image, un espoir et un désespoir. Parmi elles : Olivier Besancenot. Recueilli par MATTHIEU ÉCOIFFIER.

A 34 ans, le porte-parole de la LCR fait toujours entendre sa voix anticapitaliste au sein d'une gauche sonnée par la défaite de mai.

LE LIEU

Le conflit mené par des familles de campeurs, **rue de la Banque à Paris**, à partir du 3 octobre, a permis d'obtenir le relogement de 374 familles, c'est une vraie victoire. Il donne du crédit à ceux qui se mobilisent frontalement face au gouvernement Sarkozy. Cela prouve que gagner est possible. Et que Sarkozy n'est pas invincible. La rue de la Banque me rappelle aussi le coup de gueule de Josiane Balasko quand elle demande : « *Où est la gauche ? Où sont les dirigeants du Parti socialiste ?* » Ces questions résument l'état d'esprit de millions de personnes pour qui le PS, après avoir appelé au vote utile, a disparu pendant six mois : sur les régimes spéciaux, l'autonomie des universités et la question du logement. Les socialistes ne sont d'accord sur rien entre eux, si ce n'est pour réclamer une reprise du travail quand une grève dure trop longtemps à leurs yeux.

L'OBJET

Le Taser, un choix à la fois politique et personnel, puisque pendant la campagne du printemps j'ai fait état d'un rapport d'Amnesty International sur l'utilisation de cette arme aux Etats-Unis et au Canada, où il pourrait être impliqué ou associé à la mort de 250 personnes. Je l'ai fait pour réclamer un moratoire sur ce pistolet qui provoque une décharge de 50 000 volts à moins de 10 mètres, au moment où Nicolas Sarkozy en importait pour équiper 3 000 policiers. Une commission parlementaire doit se prononcer sur l'armement de la police municipale, alors que, dans le meilleur des cas, on n'est pas sûr de ses conséquences pour la santé ; et dans le pire des cas il peut tuer. La moindre des choses, avant de l'utiliser et de le généraliser, serait d'organiser un débat public. D'autre pays l'ont fait. Une vidéo où un immigré lituanien se fait « tazer » et décède en direct circule. A telle enseigne que la Commission contre la torture de l'ONU a condamné le Taser ! Suite à mes déclarations, la société Taser a eu le courage de m'attaquer pour diffamation, non pas pendant mais après la campagne électorale. Ils me réclament 50 000 euros, on est actuellement en procès. Je vous laisse imaginer ce que donnerait le Taser en banlieue, à Villiers-le-Bel. J'ai cru comprendre qu'avec son humour habituel, la société suisse proposait aux députés de tester le Taser sur eux-mêmes : cela pourrait être une solution pour dissoudre l'Assemblée nationale.

LE DÉSESPOIR

Cette phrase d'un jeune Palestinien de Gaza que j'ai entendue dans un reportage à la télé. Il disait : « *Il n'y aura même plus besoin que l'Etat israélien nous fasse crever en silence, on est en train de s'en charger nous-mêmes.* » Sous-entendu : Gaza, cette espèce d'enclave fortifiée dont personne ne peut sortir, est en train de devenir un grand terrain de règlement de comptes où les Palestiniens s'entre-tuent, via l'affrontement entre le Hamas et l'OLP. L'Intifida est présente dans mon engagement politique et militant. En trois générations, on est passé de gamins qui jetaient des pierres contre les tanks israéliens à des gamins qui se faisaient sauter contre ces tanks, et maintenant, à des gamins qui se tuent entre eux.

L'ESPOIR

Cette autre phrase, de Doris Lessing, prix Nobel de littérature, que j'ai entendue sur une radio expliquer qu'elle avait connu le nazisme, l'apartheid, et dire qu' « *aucune situation n'est définitive* ». Une bouffée d'oxygène. C'est l'espoir qu'il n'y a rien d'inéluctable, qu'il y a un après, un après la ségrégation, l'exploitation, la discrimination, le libéralisme. Et qu'il y aura un après Nicolas Sarkozy. Et le plus tôt sera le mieux. Pour cela, ce serait bien que la gauche ne pense pas qu'à 2012 et regarde ce qui se passe aujourd'hui dans le pays.

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libératin du samedi 22 décembre 2007.